

## La Turquie effectue un petit pas de plus vers l'Union européenne

**BRUXELLES (AFP) - Les pays de l'Union européenne ont permis lundi à la Turquie de réaliser un petit pas supplémentaire en vue de son éventuelle adhésion au bloc, en acceptant l'ouverture d'un nouveau domaine de négociations avec Ankara.**



Les drapeaux turc et européen à Istanbul. (© AFP/Archives - Mustafa Ozer)

Réunis à Bruxelles, les représentants des 27 pays de l'UE ont ouvert un douzième "chapitre" thématique sur la liste des 35 qui jalonnent les laborieux pourparlers d'adhésion engagés en octobre 2005 avec la Turquie, a annoncé le ministre suédois des Affaires étrangères, Carl Bildt, dont le pays préside l'UE.

Il porte sur les questions d'environnement, l'un des plus délicats. Cette décision était une priorité de la Suède, qui milite ardemment pour l'adhésion à terme de la Turquie, et de la Commission européenne.

"Cela montre que le train de la Turquie vers l'UE reste sur les rails et avance", a dit le commissaire à l'Élargissement, Olli Rehn.

Les négociations d'adhésion par "chapitres" visent à s'assurer qu'un pays candidat s'adapte à la législation européenne dans des domaines allant de l'état de droit à la vie des entreprises en passant par les normes environnementales.

Le progrès enregistré lundi reste toutefois timide pour la Turquie, qui fait part de plus en plus ouvertement de sa frustration.

"Nous espérons que les négociations vont prendre de la vitesse", a déclaré le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu. Il a également estimé que l'UE n'avait "aucune excuse" pour refuser à la Turquie le droit qu'elle vient d'accorder aux citoyens de Serbie, du Monténégro et de Macédoine, de venir en Europe sans visa.

Par contraste, la Croatie, qui a entamé ses propres négociations d'adhésion en même temps qu'Ankara, est déjà dans la phase finale.

Les pays de l'UE devaient refermer lundi deux nouveaux chapitres la concernant, sur la libre prestation des services et l'emploi et la politique sociale. De ce fait, la Croatie en sera à 28 chapitres ouverts sur 35, dont déjà 17 clos.

La Croatie peut espérer boucler ses négociations d'ici l'été 2010, en vue d'une entrée l'année suivante dans l'UE.

Pour la Turquie, en revanche, l'horizon reste bouché, en raison de la lenteur de certaines réformes internes mais aussi de l'opposition de plusieurs pays à son entrée, comme la France, l'Autriche et l'Allemagne, qui proposent à Ankara en lieu et place d'une adhésion un "partenariat privilégié" avec l'UE.

Une option que le ministre turc des Affaires européennes Egemen Bagis a refusée lundi. "La Turquie veut adhérer à l'UE sur un pied d'égalité avec les autres membres, avec des droits et obligations pleins et entiers", a-t-il dit.

Autre problème: en raison du refus persistant d'Ankara d'ouvrir ses ports et aéroports aux Chypriotes grecs, l'UE bloque depuis 2006 huit chapitres de négociation.

Et les Chypriotes grecs ont de ce fait récemment menacé de poser de nouvelles conditions sur cinq nouveaux chapitres non encore ouverts. M. Davutoglu s'est dit "très préoccupé" par cette décision, exhortant l'Europe à choisir entre l'intérêt stratégique pour elle d'une adhésion de la Turquie ou la poursuite du blocage politique.

Un avis partagé par Olli Rehn, chaud partisan lui aussi d'une entrée de la Turquie: "La manière dont nous allons traiter la Turquie montrera si l'UE veut vraiment ou non devenir un acteur mondial".